

Actualité politique et scolaire

Assemblée générale du SeGEC du 9 mars 2023

Sommaire

1. L'évaluation des membres du personnel
2. EPC et cours de religion
3. Aide administrative au fondamental
4. Généralisation du néerlandais comme LM1
5. Vers un abaissement de l'obligation scolaire à 3 ans ?
6. Enseignement qualifiant et alternance
7. Réinvestissement exceptionnel dans les bâtiments scolaires
8. Memorandum 2024

1. L'évaluation des membres du personnel

- *« Avis de tempête syndicale sur le pacte pour un enseignement d'excellence », L'Avenir 6/02*
- *« Les enseignants sont déjà sous pression pourquoi en rajouter ? », J. Thonon, La Libre 7/02*
- *« On ne peut pas faire de l'angélisme », C. Désir, Le Soir 7/2*
- *« L'évaluation des enseignants ? Il faut tenir bon... », D. de Meeus, La Libre, 8/2*
- *« Les syndicats ont tort de rejeter l'évaluation des enseignants », E. Michel, DH 8/2*
- *« Evaluation des enseignants: un chantage syndical qu'on a bien du mal à suivre », A. Carantonis, DH 8/2*

Perspectives:

- **Une condition de mise en œuvre du pacte d'excellence**
- **Poursuite de contacts informels**
- **Retour au gouvernement mi-mars (2^{ème} lecture)**

2. EPC et cours de religion

- Retour du débat après DPC et débat parlementaire
- Une note « dont le gouvernement a pris acte »
- Concertation des acteurs institutionnels
- Le cas échéant, un APD (pas d'échéance)

Enseignement officiel: 3 scénarios

- **Suppression pure et simple des cours convictionnels ? (= pas envisagé)**
- **Une période optionnelle au sein de la grille horaire ?**
- **Une période optionnelle en-dehors de la grille horaire ?**

Enseignement catholique: 2 scénarios

- Continuer à dispenser les compétences d'EPC de manière transversale ? (proposition actuellement retenue)
- Réduire le cours de religion d'une période et prévoir une période de CPC ?

3. Aide administrative au fondamental

L'accord sectoriel 2021-2024:

- Soutenir les directions de l'enseignement fondamental en augmentant l'aide administrative aux directions à concurrence de 2,6 millions d'euros en 2022 et de 7,8 millions d'euros à partir de 2023.
- Dans le cadre de la définition des modalités d'affectation de ces moyens, la piste de la création d'un cadre organique assurant un véritable soutien administratif structurel aux directions sera approfondie

Suivi:

- **Un cadastre relatif à la situation actuelle**
- **Les sources de financement: les moyens financiers prévus par décret, la solidarité zonale du fondamental ET du secondaire, les APE « Antoine »**
- **Les points d'attention: le personnel en fonction, le volume de l'emploi par rapport à son coût (niveau de diplomation et fonctions), possibilités de mutualisation, souplesse du dispositif.**

4. La généralisation du néerlandais comme LM1

- Quid de l'immersion en anglais au fondamental ?
- Quelle adaptation de la formation initiale des enseignants ?
Proposer d'office des modules de néerlandais ?
- Interdire le choix de l'anglais comme LM1 en P3/P4 dès septembre 2023 ?
- Quelle incidence sur l'apprentissage de l'allemand (hors LM3 dans l'après TC) ?

5. Vers un abaissement de l'obligation scolaire à 3 ans ?

- **Une résolution parlementaire en discussion au sénat**
- **Pas de perspective à court terme**
- **Focus au CA du 27 avril**

6. Enseignement qualifiant et alternance

CA du 30/3: mise en œuvre des décisions du gouvernement

AG du 8/6: état des lieux d'APE et perspectives pour la prochaine législature

7. Le réinvestissement exceptionnel dans les bâtiments scolaires

Focus par Luc Schollen

8. Memorandum 2024-2029

- **Centrage sur les conditions de mise en œuvre du pacte pour un enseignement d'excellence: soutenabilité pour les directions et les équipes, disponibilité de main d'œuvre, éléments de réforme encore à préciser (au-delà du tronc commun, alternance etc.)**
- **A concevoir en lien avec l'université d'été d'août 2023 et l'enquête Sonecom sur les conditions d'exercice de la fonction de direction dans le contexte contemporain**